



# Il faut étendre la lutte gréviste

## Chez Gnôme et Rhône

C'est en particulier chez Gnôme et Rhône-Kellermann que la direction syndicale stalinienne des métaux a multiplié les tentatives pour faire accepter le compromis gouvernemental pour l'aviation.

Judi 31 mars, vendredi 1<sup>er</sup> avril, deux assemblées d'usines des grévistes n'ont pas été suffisantes aux responsables syndicaux pour « faire voter » avec chance de succès.

Vendredi le 13<sup>e</sup> rayon de notre Parti éditait un nouveau numéro spécial du « Bolchevik de chez Gnôme et Rhône » pour dénoncer la manœuvre gouvernementale et syndicale consistant à promettre les augmentations de salaires pour qu'en contre-partie les ouvriers acceptent les 45 heures.

## La victoire dépend de l'élargissement de la lutte à toute la métallurgie

Aujourd'hui, lundi 4 avril, les pourparlers vont reprendre à l'hôtel Matignon (ou plus exactement à l'hôtel des Maquignons anti-ouvriers).

Cependant on peut dire que seule la voie tracée par le Parti Ouvrier Internationaliste est la voie de la victoire ouvrière. Les efforts des chefs ouvriers conciliateurs, collaborationnistes, entraînent les compromis de défaite. Pire encore, par leur politique d'isolement de la grève du reste de la population laborieuse, ils poursuivent la destruction de l'alliance des classes moyennes avec le prolétariat soudée dans les grèves de juin 1935 et les élections qui les ont précédées.

Mettant au premier plan de leur préoccupation de bonnes syndicales réformistes (ou stalinistes) les compromis à tout prix avec le gouvernement et les patrons, ils soumettent la lutte des ouvriers, employés, techniciens, aux exigences du gouvernement qui, lui, ne fait qu'exprimer la pression du patronat et du grand capital qu'il subit et dont il est, en définitive, leur instrument.

La voie du redressement du mouvement syndical se confond avec la voie du salut du peuple travailleur, c'est-à-dire avec la pratique d'une politique révolutionnaire : celle du Parti ouvrier internationaliste, de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Il faut rejoindre ses rangs pour construire le nouveau Parti révolutionnaire du prolétariat.

## Pour la solidarité avec Citroën

Tel est l'appel lancé par notre Parti lundi matin 4 avril par un tract ronéotypé distribué par milliers d'exemplaires.

## A propos de l'Enquête sur la Guerre.

### Pourquoi il faut voter contre le budget de guerre

Le camarade M. A. de Billancourt nous pose une question intéressante notre enquête sur la guerre :

« Deux cas peuvent se produire, nous dit-il, si le prolétariat français retourne ses armes contre sa bourgeoisie. Ou bien le prolétariat des autres pays suit son exemple, ou bien le prolétariat français reste isolé. »

Dans le premier cas, dit-il, « en un laps de temps plus ou moins long s'écoulera entre les diverses étapes nationales de la révolution mondiale et pendant ce temps, il faudra bien que les ouvriers français défendent leur révolution les armes à la main. »

M. A. conclut : « Il faut en attendant, que la propagande d'armée à l'armée porte ses fruits ; résister à l'avance des armées adverses. »

« Il faut donc posséder des armes et, pour cela, soutenir le budget de guerre de l'impérialisme pour que notre future armée rouge puisse se défendre. »

« Dans le deuxième cas, continue M. A., celui où la révolution prolétarienne ne s'étend pas aux autres pays, la nécessité d'un armement puissant devient plus impérieuse. Dans ce cas, la révolution n'a que des chances minimes de triompher. A ce sujet, je pense que si l'armée rouge a pu vaincre les impérialistes, cela est dû en partie à la situation géographique de la Russie, l'étendue des pays mettant les centres de la révolution à des centaines de kilomètres des frontières et accordant aux ouvriers le temps nécessaire pour s'organiser. Ainsi, dans les deux cas, je conclus à la nécessité de soutenir les armements de l'impérialisme français... »

« La lutte contre le budget de guerre n'avait de valeur à mon avis que lorsque la constitution démocratique de tous les pays permettait aux partis ouvriers de contrecarrer l'appétit de la bourgeoisie. »

« Le fascisme apparaissant dans différents pays, il devient nécessaire aux partis ouvriers de pays démocratiques de soutenir le budget de guerre de leur propre pays pour ne pas se trouver en état d'infériorité militaire par rapport aux pays fascistes. »

« A la condition bien entendu d'expliquer aux masses le pourquoi de cette attitude pour démontrer qu'il ne s'agit nullement de défendre la démocratie bourgeoise mais de la renverser. »

## Les vrais auteurs des grèves ouvrières

les véritables auteurs des grèves ouvrières ainsi que nous l'expliquent les partisans de la collaboration des classes ?

« NON ! Un tel argument est indigne de quiconque se réclame de la classe ouvrière. »

« En réalité, on commence à céder aux patrons les deux bras, alors ces exploiters cyniques demandent tout le corps. Telle est la logique de la politique de conciliation qui sert la bourgeoisie et le fascisme et dése la classe ouvrière. »

## Les propositions gouvernementales veulent vouer les grèves à l'échec.

Elles contiennent principalement un piège monstrueux contre les 40 heures. Ainsi, camarades, vous vous êtes mis en lutte pour obtenir une amélioration de votre sort et voilà que le gouvernement de Front Populaire avec l'approbation des chefs syndicaux, veut que cette lutte se termine par le torpillage de la Conquête essentielle de juin : les 40 heures ! C'est pourquoi à l'assemblée générale du samedi 2, après-midi, on n'a pas osé vous faire voter.

On sait que, comme le matin dans les ateliers (Gutenberg, St-Charles), vous auriez repoussé cette capitulation.

En réalité, tout se passe comme si on voulait isoler votre mouvement et le vouer à l'échec, afin de dégoûter les ouvriers de la seule arme qui leur reste : la grève d'occupation.

Vous savez comme nous, camarades, que la condition de la victoire réside dans l'extension des grèves. Vous attendez même des dirigeants de votre syndicat une telle initiative, surtout en ce qui concerne Renault, bastion de la métallurgie parisienne.

Et le « Soviet » ajoute :

« Votre grève, camarades, c'est la vraie lutte contre la guerre, contre le Hitler de l'extérieur et de l'intérieur, contre le blocus assassin de nos frères d'Espagne. »

C'est pourquoi : Assez de capitulations ! Assez de calomnies contre les révolutionnaires !

Il faut s'adresser à toute la classe ouvrière et lui dire respectueusement en votre nom que vous demandez l'extension de la lutte et la grève de masse comme en juin. Il faut envoyer une délégation chez Renault pour lui demander de se mettre en action. Il faut sonner de ralliement pour l'occupation des masses généralisée. »

« Pas une heure de travail supplémentaire pour la défense nationale du régime capitaliste ! »

## « Les patrons n'acceptent même pas les propositions gouvernementales »

« Qu'est-ce que cela signifie ? » interroge le numéro spécial du 4 avril du « Soviet des Usines Citroën » édité par le rayon du 15<sup>e</sup> de notre Parti.

« Que les patrons seraient devenus

## La répression en Afrique du Nord

Dans sa préparation fiévreuse à la guerre, l'impérialisme français continue son œuvre offensive en Afrique du Nord. Après les fusillades du 6 février à Bizerte, après la mobilisation de police et l'intervention du meeting du 11 février à Alger, meeting organisé contre le code de l'indigénat et le décret Régner, après le procès de Messali, quatre nouveaux dirigeants du Parti du Peuple Algérien sont arrêtés, des perquisitions se multiplient partout, de nouvelles arrestations se produisent et on compte 19 dirigeants du P.P.A. incarcérés. Hier encore, trois nouvelles arrestations. Le gouvernement Blum comme les précédents, veut à tout prix décapiter le courant d'opposition des ouvriers et des paysans algériens.

En Tunisie, après les fusillades de Bizerte, la dissolution de la section de Bizerte de la C.G.T. tunisienne, ce sont les poursuites et la révocation du secrétaire général du Néo-Destour Habib Bourghiba, c'est la décision de fermer le collège tunisien Sadiki.

Au Maroc, malgré la campagne de protestations, c'est le refus absolu de libérer les déportés d'octobre dernier.

C'est l'éternelle politique de violence des gouvernements successifs de Front Populaire : tureries à Befa, Bizert, Metlaoui, M'Dilla, Meknès, etc. Les arrestations ne se comptent plus. Les procès s'amoncellent. Dans toute l'Afrique du Nord, continue à se développer la vague féroce de répression anti-ouvrière, anti-paysanne.

La lutte contre la guerre signifie dénoncer devant les ouvriers français les crimes qui se commettent contre leurs frères nord-africains, c'est appeler le prolétariat de ce pays à une solidarité dans l'action. C'est la seule manière de barrer la voie au fascisme et à la guerre, de préparer la révolution commune des ouvriers nord-africains et des ouvriers français.

## Bas les Pattes devant Trotsky !

La Guépéou poursuit son offensive pour faire expulser Trotsky du Mexique, et le tuer. Les provocations et mensonges des procès de Moscou s'effondrent dans le dégoût des ouvriers (Legay a été réélu au Bureau Fédéral des Mineurs lors du dernier Congrès, malgré les agents du Guépéou).

M. Cachin, le social-patriote de toujours, publié dans l'Humanité du 4 avril un article sur commande, où il demande à nouveau l'expulsion de Trotsky du Mexique, d'accord avec Tolédano, secrétaire de la C.T.M. du Mexique. Tolédano est un professeur libéral, conquis au régime de Staline après un voyage en U.R.S.S. en 1935. On comprend maintenant le sens de la mission de M. Fournial, secrétaire de l'Internationale des Travailleurs de l'Enseignement, que nous avons dénoncé il y a quelques semaines.

Les travailleurs répondront à ces provocations en resserrant leur solidarité. La cause du droit d'asile pour Trotsky est la cause du droit d'asile pour tous les révolutionnaires.

C'est la cause du prolétariat lui-même.

Dans toute les organisations ouvrières (surtout les Syndicats), il faut poser la question, dénoncer les provocateurs du Guépéou, demander le vote d'ordres du jour. Ces ordres du jour doivent toujours être communiqués au Consulat du Mexique à Paris.

## CERCLE LENINISTE DU 19<sup>e</sup>

Chez Blandin, 6, place du Combat (salle du sous-sol), jeudi 14 avril, à 21 heures :

LA IV<sup>e</sup> INTERNATIONALE ET LA GUERRE par Clart.

Invitation à tous les travailleurs.

## FAUSSAIRES !

Un article intitulé « Problèmes de la IV<sup>e</sup> Internationale », publié dans « La Commune », du 2 avril 1938, indique que :

« La Lutte Ouvrière parle tantôt de la IV<sup>e</sup> Internationale existante, tantôt de la IV<sup>e</sup> Internationale à bâtir et contre toute vé- rité, une fois encore - s'intitule « Section de la IV<sup>e</sup> Internationale », ce qui n'a plus de sens de- puis que la « Ligue des Communistes Internationales » qui était « notre organisation internationale » avec ses sections - deux en France en 1936, dont le P.C.I. - a cédé la « place au Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale », où des partis, grou- pes, ont adhéré, plusieurs parfois « par pays - ce qui est le cas en France - la confiance constitutive de la IV<sup>e</sup> Internationale n'ayant pas « eu lieu. »

Outre les galimatias qu'est cette littérature, mettons à jour la réalité vio- lotairement faussée :

1<sup>er</sup> R. Molinier, bien connu pour sa malhonnêteté dans le mouvement révolutionnaire, a lancé le 6 novembre 1935 son journal « La Commune » ; puis les 7 et 8 mars 1936 il a constitué un « parti », « le Parti Communiste Internationaliste » (qu'il intitule à faux Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale). Précisons que R. Molinier a été exclu, le 4 décembre 1935, de la « Ligue des Communistes Internationales » qui était alors l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes.

2<sup>e</sup> En mai 1936, le Groupe bolchevik-léniniste et les Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, membres de la L.C.I., constituent, avec le P.C.I. le « Parti Ouvrier Internationaliste - Section française de la IV<sup>e</sup> Internationale », unifiant par la disparition du « P.C.I. » ceux qui se réclamaient de la IV<sup>e</sup>.

3<sup>e</sup> Les 20, 30 et 31 juillet 1936, le P.O.I. participe à la Conférence Internationale des partisans de la IV<sup>e</sup> Internationale qui réunit des représentants des Etats-Unis, de l'Angleterre, de la Belgique, etc... Cette conférence organise les forces de la IV<sup>e</sup> Internationale naissante sur la base du programme des bolcheviks-léninistes et élit un secrétariat, un « Bureau pour la IV<sup>e</sup> Internationale ».

4<sup>e</sup> Cette Conférence internationale prononce et approuve l'exclusion du P.O.I. de R. Molinier pour « activité incompatible avec l'appartenance à une organisation prolétarienne. »

5<sup>e</sup> Les amis intimes de R. Molinier, entraînant quelques militants trom-

## DERNIÈRE MINUTE

La grève s'étend. Les patrons licencient à tour de bras. Les gars de chez Panhard, Caudron, Chausson, Messier, Rosengart, Moteurs Chaise, CAMS occupent.

Les chefs stalinistes qui freinent tant qu'ils peuvent, font pour canaliser le puissant mouvement de solidarité active (tel que nous le préconisons) débayer au compte-gouttes. Ainsi, ils font le jeu de l'ennemi. Seule l'occupation de masse généralisée donnera la victoire et brisera les provocations !

## AU MEXIQUE

L'offensive du capitalisme mondial contre la nationalisation du pétrole mexicain.

Les camarades ont lu, dans un article de la dernière Lutte Ouvrière, comment Cardenas, sous la pression des masses ouvrières, a nationalisé l'industrie du pétrole au Mexique. Nous montrons alors que cet acte déclancherait inévitablement une offensive du capitalisme mondial contre l'économie mexicaine pour acculer son gouvernement « démocratique » petit bourgeois à capituler. Cela n'a pas tardé. Le grand capital des Etats-Unis, d'Angleterre et de France, intéressé à l'exploitation semi-coloniale des ressources et des travailleurs mexicains a immédiatement passé à l'attaque et a impérativement ordonné à son gouvernement de faire pression sur Cardenas.

Ils ont accusé le gouvernement mexicain d'avoir prémédité l'expropriation des sociétés étrangères. A propos de l'indemnité ils ont rappelé l'impossibilité où se trouve déjà ce gouvernement de satisfaire à celles dues aux gros propriétaires fonciers, partiellement expropriés en faveur de coopératives agricoles coloniales. L'indemnité d'expropriation des champs pétrolifères se monte à peu près à 400 millions de dollars. Dans les cadres du régime actuel, le gouvernement peut lancer un emprunt jusqu'à concurrence de 20 millions de dollars. Et, même cela une fois réalisé, la finance mondiale empêche le transfert, en créant d'énormes difficultés monétaires au Mexique. Les intérêts capitalistes « légaux » organisent l'aspic de l'économie mexicaine dans toute la mesure - qui atteint aux 4/5 de son activité - où elle dépend du marché mondial Les Etats-Unis achètent les 2/3 de la production mexicaine en argent.

Le gouvernement « démocratique » de Roosevelt, a décidé de « suspendre », à partir du 1<sup>er</sup> avril, ses achats au Mexique, qui éprouve par suite, les plus grandes difficultés à écouler son métal. Il en a résulté une baisse notable du cours de l'argent - baisse appelée à s'accroître bientôt - menaçant la production mexicaine d'un effondrement. Parallèlement, la spéculation financière provoque une baisse rapide de la monnaie mexicaine : le dollar est monté de 3 pesos 60 à 5 pesos en quelques jours.

De plus, les bons mexicains qui déjà avaient perdu 50 points l'avant-dernière semaine, sont encore tombés à 9, la semaine dernière, perdant ainsi encore 23 points. Telle est la « rançon », comme dit « Le Temps », de « la décision spoliatrice du président Cardenas ». Elle vise à provoquer, par l'explosion d'une crise éco-

## CONTRADICTION

Les « amis de l'U.R.S.S. » du 17<sup>e</sup> organisent l'autre semaine une réunion publique sur les procès de Moscou et la situation extérieure. Notre cellule J.S.R., du quartier descendit à la réunion pour apporter le point de vue de notre organisation et réfuter les calomnies anti-trotskyistes, qu'un certain Grosclaude « radical-jacobin » agrégé de l'Université, exécuteur des basses besognes du stalinisme, avait pour mission de déverser. Un camarade fiévreux l'alliance du P.C. avec les radicaux libérateurs de cagoullards, organisateurs du blocus de l'Espagne, et, sur des points précis, réduisit à néant les ragots du soi-disant « jacobin ». Bien entendu, quelques bonzaillers locaux multiplièrent les provocations et les insultes.

## Jeunesse Socialiste Révolutionnaire

Assemblée Régionale des responsables de cellules, le Mercredi 13 Avril à 21 heures, Passage Dubail.

## La G. R. devant le problème du Parti Révolutionnaire

Mercredi 30 mars, la C.A.P. socialiste, a déferé Marceau Pivert, leader de la Gauche Révolutionnaire et Secrétaire de la Fédération S.F.I.O. de la Seine, devant la Commission Nationale des Conflits de ce Parti, sous l'inculpation de développer une politique opposée à celle du Gouvernement.

Les ouvriers conscients verront dans ce fait une nouvelle preuve qu'on ne fait pas sa part au social-patriotisme, surtout lorsque la guerre impérialiste avance à pas de géants.

Tombés au plus bas degré de la trahison, les chefs S.F.I.O., ne peuvent plus tolérer dans leur Parti la moindre propagande contre l'Union Sacrée.

Les laquais de Staline sont rapidement passés maîtres dans l'art des « épurations » qui perpétuent leur domination de clique ainsi que le monolithisme du Parti soi-disant communiste.

Et les Paul Faure veulent les imiter.

Une fois de plus, il y a deux semaines, la « Lutte Ouvrière » avertissait les camarades de la Gauche Révolutionnaire qu'ils devaient rompre les liens d'organisation avec les champions de l'« Union Sacrée », si vraiment leur intention était d'opposer la lutte révolutionnaire des masses exploitées à la guerre impérialiste.

Sous la direction de Blum, Paul Faure, la C.A.P. vient d'imposer le choix inéluctable à ces camarades : ou la politique révolutionnaire hors de la S.F.I.O. ou l'Union Sacrée dans la S.F.I.O.

Il est vrai que pour lutter révolutionnairement avec les masses ouvrières, contre le capitalisme, c'est-à-dire contre la guerre, il aurait fallu que la Gauche Révolutionnaire pratiquât la solidarité effective avec les grévistes de chez Citroën, Gnôme et Rhône, etc., en luttant, comme notre Parti l'a fait, pour l'extension, la généralisation de l'offensive ouvrière. Il aurait fallu en même temps combattre publiquement les opérations du briseur de grèves Desphilippin, si cher à la C.A.P. Contre la guerre impérialiste, contre le fascisme, ce sont des luttes pareilles qu'il faut non seulement décrire dans des articles de journaux, mais encore et surtout, réaliser pratiquement. Il faudrait démasquer le scandaleux étouffement par Blum-Dormoy de l'affaire des fascistes du C.S.A.R., faire les campagnes et les actions nécessaires pour les Milices Ouvrières et l'Armement du Prolétariat.

C'est seulement un Parti sérieusement imprégné du marxisme léniniste qui pourra guider l'avant-garde et donner une direction à la mesure des luttes à soutenir. C'est seulement une Internationale révolutionnaire qui pourra, malgré les guerres, unir les efforts des prolétaires du monde contre leurs propres capitalistes.

Voilà le problème que Blum a, encore une fois brutalement posé devant les yeux des militants de la Gauche révolutionnaire. A chaque étape de la trahison, le problème du Parti Révolutionnaire en France et de la IV<sup>e</sup> Internationale dans le monde, s'impose devant les yeux des militants, de plus en plus aigu, de plus en plus difficile à résoudre. Refuser de l'examiner est une capitulation.

## REVOLUTION

paraît le 15 de chaque mois. Lecteurs de la « Lutte Ouvrière », Révolution, organe des Jeunesses Socialistes Révolutionnaires, lutte contre la Guerre, contre l'Etat-Major, pour la Défense des jeunes travailleurs exploités et encasernés. Lisez, diffusez Révolution. Soutenez-la. 15, passage Dubail, compte chèques postal : Bonnel 2206-21 Paris.

## Le Gérant : AIACHE

Imp. La Renaissance, Paris. Tél. Nord 72-38.